

OPINION'EYE

BY "opinionway



PAR GUILLAUME INIGO,
DIRECTEUR CONSEIL
PÔLE OPINION

LES MAIRES, DES ÉLUS COMME LES AUTRES ?

La tenue du Salon des Maires et des Collectivités Locales à partir du 21 novembre prochain à Paris va se dérouler alors que nous vivons un contexte politique tendu, entre inflation, crises internationales, crainte pour l'avenir et crise de la légitimité accordée aux élus.

En première ligne de la vie politique et institutionnelle en France, les maires sont particulièrement atteints par une crise démocratique alimentée notamment par :

1. **L'impression qu'ont les citoyens de ne pas avoir de prise sur la décision politique**, l'issue du dernier referendum organisé en France il y a près de 20 ans portant sur le traité établissant une Constitution européenne étant régulièrement citée en exemple ;
2. **La recomposition électorale en cours** en trois blocs politiques depuis 2017, équivalents et peu conciliables pour gouverner le pays, leur donne l'impression d'une gouvernance autoritaire à chaque 49-3 invoqué ;
3. **Enfin l'idée aujourd'hui ancrée dans l'opinion que les différences politiques entre les citoyens ordinaires et les élites sont plus grandes que les différences entre citoyens** (68% [1]) clive la société et son fonctionnement.

Les chiffres récents font état d'une augmentation des agressions à l'égard des élus : +32% entre 2021 et 2022 selon le ministère de l'Intérieur. Jusqu'ici épargnés, les maires sont désormais ciblés, comme l'a illustré l'agression à la voiture-bélier du domicile de l'édile de L'Haÿ-les-Roses en juillet 2023.

Cette nouvelle violence est-elle révélatrice d'un changement des perceptions qu'ont les Français à l'égard de leurs maires ? Les maires ont-ils perdu leurs spécificités pour devenir des élus comme les autres ?

Le croisement des données de différentes études réalisées par OpinionWay ces dernières années apportent des éléments de réponses à ces questions.

PRECEDENTS NUMEROS

[Numéro 29](#)

[Numéro 28](#)

[Tous les numéros](#)

[1] « Baromètre de la confiance politique 2023 » : sondage OpinionWay pour le CEVIPOF (interrogation d'un échantillon de 3072 personnes inscrites sur les listes électorales, du 27 janvier au 9 février 2023).

Les maires, acteurs centraux de la légitimité du système institutionnel

Le maire demeure l'élu en lequel les Français ont le plus confiance : 57% des Français déclaraient avoir confiance en leur édile local lors de la dernière vague du baromètre de la confiance en politique du CEVIPOF.

Les maires sont les seuls élus à enregistrer une confiance majoritaire. Les conseillers départementaux (42%) et régionaux (41%) recueillant la confiance de 4 Français sur 10 seulement. Ils demeurent toutefois loin devant les élus nationaux, députés (36%), président de la République (29%) ou Première ministre (27%).



La place centrale du maire dans la vie politique et institutionnelle du pays s'illustre également dans les évolutions constatées de la confiance qui leur est accordée en périodes de crises. Même si ces évolutions sont visibles en ce qui concerne les autres élus, notamment locaux, elles se cristallisent autour de la figure du maire. Le point culminant de cette confiance est intervenu au lendemain des attentats contre Charlie Hebdo et de l'Hyper Casher à Paris (67%). Plus récemment, la crise liée au Covid-19 a vu cet indicateur enregistrer des niveaux élevés (63% et 65% entre février 2020 et février 2021).

Ainsi, juste avant l'élection municipale de 2020, 7 Français sur 10 estimaient que les maires étaient les élus comprenant le mieux leurs préoccupations[2]. Aujourd'hui, seule une minorité de Français considère que les maires sont déconnectés de la réalité et ne servent que leurs propres intérêts (40%[3]).

Mais c'est là que le bât blesse : si cet indicateur de confiance au maire semble être central dans la relation que les Français ont avec leurs institutions et leurs élus, ce score est aujourd'hui particulièrement bas.

La confiance à l'égard des maires, un indicateur en dégradation, à l'image de ce qui est observé pour les autres élus

Avec un indicateur en retrait de 8 points en seulement un an, la proportion de Français accordant leur confiance aux maires passe sous le seuil symbolique de 6 Français sur 10 (57%) [4]. Rappelons qu'un an avant la crise des gilets jaunes (décembre 2017 : 55%) et pendant ce mouvement (décembre 2018 : 58%) le niveau enregistré était également inférieur à ce seuil qui n'avait plus été atteint depuis 2014.

Cet état de l'opinion à l'égard du maire s'illustre par le scepticisme dont peuvent faire preuve une partie des Français à l'égard du fonctionnement de notre démocratie. 53% des citoyens seulement jugent que c'est le vote qui leur permet d'exercer le plus d'influence sur les décisions, un score faible qui s'ancre dans l'opinion depuis la crise des gilets jaunes (61% en décembre 2017, entre 53% et 55% depuis). Les deux tiers des Français estiment que la démocratie ne fonctionne pas bien en France (64%), taux d'autant plus notable qu'il est beaucoup plus haut que ceux de nos voisins allemands (39%), britanniques (52%) et italiens (58%)[5].

[2] « Les Français, leur maire et les élections municipales de 2020 » : sondage OpinionWay pour l'UNCCAS, La Tribune et Public Sénat (interrogation d'un échantillon de 1001 personnes, du 26 au 27 février 2020).

[3] Sondage OpinionWay (interrogation d'un échantillon de 1008 personnes, du 18 au 19 octobre 2023).

[4] « Baromètre de la confiance politique 2023 » : sondage OpinionWay pour le CEVIPOF (interrogation d'un échantillon de 3072 personnes inscrites sur les listes électorales, du 27 janvier au 9 février 2023).

[5] « Baromètre de la confiance politique 2023 » : sondage OpinionWay pour le CEVIPOF (interrogation d'un échantillon de 3072 personnes inscrites sur les listes électorales en France, du 27 janvier-9 février 2023 ; de 1659 personnes inscrites sur les listes électorales en Grande-Bretagne, du 7 au 15 février 2023 ; de 1675 personnes inscrites sur les listes électorales en Allemagne, du 10 au 16 février 2023 ; de 1685 personnes inscrites sur les listes électorales en Italie, du 13 au 17 février 2023).

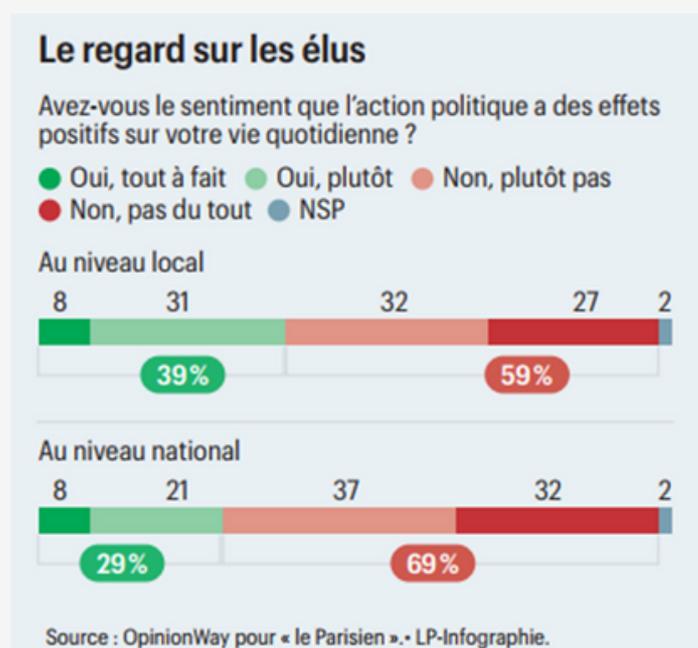
64%

des Français estiment que la démocratie ne fonctionne pas bien en France

Des élus en première ligne des demandes en matière d'action publique

S'ils sont jugés plus proches des préoccupations des citoyens, la fonction de maire cristallise les attentes et les inquiétudes en matière d'action publique. Les Français estiment que les maires n'ont pas assez de pouvoir pour agir efficacement : 39% seulement estiment que l'action politique au niveau local a des effets positifs sur leur vie quotidienne[6], alors que dans le même temps 7 Français sur 10 déclarent être satisfaits du travail accompli par leur municipalité (71%[7]) et ont une bonne opinion de leur maire (69%).

Notons que les Français portent encore moins de crédit à l'action politique nationale, seuls 29% déclarant qu'elle a un effet positif sur leur vie quotidienne.



[6] « Ce que veulent les Français » : sondage OpinionWay pour Le Parisien (interrogation d'un échantillon de 2021 personnes, du 4 au 11 septembre 2023).

[7] Sondage OpinionWay (interrogation d'un échantillon de 1005 personnes, du 26 au 27 octobre 2022).

Si 39% des Français estiment qu'ils feraient un meilleur travail que les élus de leur territoire, seuls 10% en sont tout à fait convaincus. Soulignons que seuls 17% des Français seraient intéressés pour devenir maire de leur commune (dont 5% seulement « très intéressés »)[9]. Plus globalement, les Français reconnaissent la difficulté de la vie des maires (71%) et les sacrifices consentis par les élus pour s'engager en politique (73%[10]). 53% jugent même que les Français sont trop exigeants avec leurs maires[11].

Si les maires sont « *au bord de la crise de nerf* » comme le dit Martial Foucault dans un de ses ouvrages[12], c'est effectivement parce qu'ils se retrouvent dans un rôle de rouage démocratique, entre local et national, d'une machine qui se grippe selon les Français.

Les maires, premiers artisans d'un renouveau démocratique ?

Si des innovations participatives ont été lancées durant les mandats d'Emmanuel Macron, du Grand débat national en 2019 au lancement récent de l'application Agora, en passant par la mise en place de conventions citoyennes sur le climat ou la fin de vie, la traduction politique de ces initiatives ne semble pas suffisante.

59% des Français préféreraient être représentés par un citoyen ordinaire plutôt que par un politicien professionnel (+6 points en 2 ans)[13], opinion particulièrement marquée par rapport à nos voisins européens (Italie : 42% ; Allemagne : 44% ; Royaume-Uni : 51%). Ils estiment ainsi que la démocratie fonctionnerait mieux en France si les citoyens et les organisations de la société civile étaient associés aux grandes décisions (68%).

[8] Sondage OpinionWay (interrogation d'un échantillon de 1008 personnes, du 18 au 19 octobre 2023).

[9] « Ce que veulent les Français » : sondage OpinionWay pour Le Parisien (interrogation d'un échantillon de 2021 personnes, du 4 au 11 septembre 2023).

[10] Sondage OpinionWay (interrogation d'un échantillon de 1008 personnes, du 18 au 19 octobre 2023).

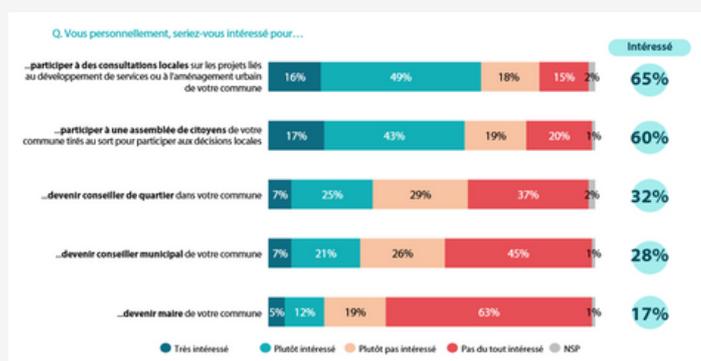
[11] Maires au bord de la crise de nerfs, Martial Foucault, Editions de l'Aube, 2020

[12] « Baromètre de la confiance politique 2023 » : sondage OpinionWay pour le CEVIPOF (interrogation d'un échantillon de 3072 personnes inscrites sur les listes électorales en France, du 7 au 15 février 2023 ; de 1659 personnes inscrites sur les listes électorales en Grande-Bretagne, du 7 au 15 février 2023 ; de 1675 personnes inscrites sur les listes électorales en Allemagne, du 10 au 16 février 2023 ; de 1685 personnes inscrites sur les listes électorales en Italie, du 13 au 17 février 2023).

La demande d'intégration plus grande des citoyens dans la décision publique est clairement établie. Alors que le Président de la République relance régulièrement la question de la réforme institutionnelle, rappelons que 82% des Français jugent important d'être associés aux initiatives visant à transformer les institutions politiques pour renforcer leur capacité à y être inclus[13].

Au niveau local 3 Français sur 10 se disent intéressés par devenir conseiller municipal (28%) ou conseiller de quartier (32%)[14]. Un intérêt particulièrement important chez les plus jeunes ressort (respectivement 45% et 44% parmi les moins de 25 ans), signe d'un certain attrait pour l'engagement politique.

L'introduction de nouveaux outils de démocratie locale intéresse les Français. 6 sur 10 seraient intéressés par une participation à une assemblée de citoyens de leur commune tirée au sort pour participer aux décisions locales (60%), un intérêt partagé dans des proportions similaires entre les différentes sous-populations, que ce soient les différentes générations, les types de territoires habités ou les catégories socioprofessionnelles occupées. Par ailleurs plus des deux-tiers des Français se disent intéressés pour participer à des consultations locales sur les projets liés au développement de services ou l'aménagement urbain de leur commune (65%).



Différents acteurs politiques, associatifs et institutionnels portent ces revendications en matière d'intégration des citoyens dans le processus de décision. Le Sénat a d'ailleurs communiqué sur la nécessité d'une *"nouvelle dynamique démocratique à partir des territoires : la démocratie implicative"*[15], alors même que les professionnels de la démocratie participative mettent en garde sur sa finalité.

En 2020, la banque des territoires indiquait ainsi que *"la consultation des citoyens mène rarement à une réelle co-production"*[16].

Pour conclure

Que ce soit par les citoyens ou par les élus nationaux - rappelons que le Président avait lancé en 2021 lors du salon des maires : *"vous serez des acteurs de la relance économique"* - les élus locaux, et plus encore les maires, sont identifiés comme la pierre angulaire du fonctionnement démocratique et institutionnel. Sur eux repose la nécessité de faire remonter la voix de leurs administrés tout en assumant, souvent involontairement, les effets des politiques nationales.

Compte tenu des attentes exprimées par les Français, l'intégration des citoyens au processus de construction et de décision publique au local pourrait permettre aux maires de réassurer les citoyens du bien-fondé des institutions en place tout en œuvrant à une transformation plus profonde au niveau national.

Au-delà d'être les vigies de la santé de la démocratie du pays, les maires ont la capacité de demeurer le rouage essentiel de la vitalité démocratique de la République.

Guillaume Inigo
 Directeur Conseil
 Pôle Opinion
 ginigo@opinion-way.com
"opinionway"

[13] « Les Français et la réforme des institutions » : sondage OpinionWay pour AgoraLab et Démocratie ouverte (interrogation d'un échantillon de 1007 personnes, du 25 au 26 mois 2023).
 [14] Sondage OpinionWay (interrogation d'un échantillon de 1008 personnes, du 18 au 19 octobre 2023)
 [15] <https://www.senat.fr/rap/r21-520/r21-5202.html>
 [16] <https://www.banquedesterritoires.fr/barometre-de-decider-ensemble-la-consultation-des-citoyens-mene-rarement-une-reelle-co-production>

A PROPOS DU GROUPE OPINIONWAY

Créé en mars 2000, pionnier de la digitalisation des études, OpinionWay innove dans les études Marketing et d'Opinion et développe l'agilité dans les modes d'approches (panels en ligne, communautés digitales, hybridation des données et Social Media Intelligence).

Né en France et capable d'intervenir sur les cinq continents, OpinionWay a des implantations au Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie), en Europe de l'Est (Pologne) et en Afrique Subsaharienne (Côte d'Ivoire). Le Groupe intervient dans la compréhension des publics, des marchés, des marques ; dans la recherche de produits et de services, pour des clients se développant en France comme à l'international auprès de cibles BtoB et BtoC.

OpinionWay est membre actif d'Esomar, certifié depuis 2009 ISO 20252 par l'AFNOR et membre de CroissancePlus.

“opinionway